

**CHEF DE PROJET TRANSFORMATION NUMERIQUE DE L'ORGANISATION
SECRETARIAT GENERAL
CDD 3 ANS**

► **Contexte professionnel**

Le **Défenseur des droits** est une autorité administrative indépendante créée en 2011 et inscrite dans la Constitution, chargée de défendre les droits et libertés individuelles dans le cadre de cinq domaines de compétences déterminés par la loi :

- la défense des droits et libertés dans le cadre des relations avec les services publics,
- la défense et la promotion de l'intérêt supérieur et des droits de l'enfant,
- la lutte contre les discriminations directes et indirectes et la promotion de l'égalité, - le respect de la déontologie par les professionnels de la sécurité
- l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte.

Le **Secrétariat général** coordonne l'ensemble des orientations stratégiques et activités du Défenseur des droits. Garant de la cohérence et de la transversalité des positionnements de l'institution, ainsi que de l'ensemble de sa production, il propose et met en œuvre les stratégies d'action tout en assurant la gestion de l'institution (RH, informatique et finances).

La Secrétaire générale pilote les six directions de l'institution (réseau et accès aux droits, affaires publiques, affaires judiciaires, promotion-études et accès aux droits, communication et administration générale) et travaille en lien étroit avec la Défenseure des droits, le cabinet et les adjoints.

Outre la secrétaire générale, il est composé d'une conseillère, de deux chargées de mission et de deux assistantes.

► **Familles professionnelles dominantes du poste : *PILOTAGE DES POLITIQUES PUBLIQUES / NUMERIQUE ET SYSTEMES D'INFORMATION/CONDUITE DU CHANGEMENT***

► **Contexte et enjeux du poste :**

L'institution fait face à un accroissement constant de son activité en raison de l'augmentation du volume de réclamations, de la variété des sujets traités et de la multiplicité des acteurs concernés dans l'institution par le traitement des dossiers (pôles d'instruction, équipes de la recevabilité de la direction réseau, chefs de pôles régionaux, délégués sur le territoire, soit un ensemble de plus de 250 agents et plus de 550 délégués territoriaux).

Cela suppose une capacité à mettre en œuvre des stratégies rapides et ajustées aux difficultés rencontrées, mais aussi mieux partagées, diffusées et suivies en « temps réel » aux différents niveaux d'intervention, au siège comme sur les territoires.

L'information juridique et institutionnelle doit également être distribuée de façon accessible en tous points de l'institution, sous des formes adaptées aux usages des uns et des autres. Pour y parvenir, il s'agit de reconstruire un environnement de travail intégré, propice à la circulation et à l'utilisation de l'information, en lieu et place d'outils juxtaposés.

Parallèlement, une refonte des procédures de traitement des dossiers de réclamation est en cours visant notamment à optimiser et à alléger la charge de travail des différents acteurs.

Au terme d'un travail d'analyse et de diagnostic, il s'agira d'accompagner la mise en place de nouveaux outils numériques pour le traitement des dossiers et la circulation de l'information, de formuler des propositions d'évolution des organisations pour optimiser le fonctionnement de l'institution, simplifier la vie collective au travail mais aussi les relations avec les interlocuteurs extérieurs (en particulier les réclamants) de l'institution.

Le secrétariat général recherche un responsable pour piloter ce projet de transformation, centré sur le numérique et l'organisation du travail dans l'institution.

► **Description du poste :**

Placé(e) sous l'autorité directe de la secrétaire générale, à laquelle il (elle) rend régulièrement compte, le (la) chef de projet de la transformation numérique est chargé(e) de :

- contribuer à la construction d'une vision stratégique en matière d'évolution des outils utilisés dans l'institution, qu'il s'agisse des outils d'information ou des outils métiers ;
- réfléchir à l'adaptation de l'organisation collective de travail en vue d'une meilleure circulation de l'information ou le déploiement de nouveaux outils numériques ;
- élaborer une trajectoire de transformation numérique de l'institution à échéance des deux années à venir, en s'assurant de l'adhésion des principales parties prenantes (direction, agents, délégués...) et la mettre en œuvre ;
- constituer, si besoin, une équipe projet en charge de l'accompagnement à la mise en œuvre de ses missions ;
- assurer, en lien notamment avec la direction de l'administration générale et la direction de la communication, les relations avec d'éventuels prestataires mobilisés dans le cadre de ce projet de transformation
- poursuivre un partenariat que l'institution entend mettre en place avec la direction du numérique de l'Etat (DINUM)

A cette fin, les missions suivantes sont attendues :

➤ **Missions techniques :**

- Analyser le besoin et étudier les systèmes et organisations à moderniser et identifier les acteurs ;
- Proposer et mettre en place une approche méthodologique : cadrage des chantiers, phasage et priorisation, dispositifs de consultation et de co-construction, indicateurs de pilotage...
- Communiquer et échanger régulièrement avec les acteurs concernés et, le cas échéant, les représentants du personnel sur l'avancement du projet ;

- Organiser le dialogue entre acteurs de cultures professionnelles différentes (juristes, managers, informaticiens) ;
- Mobiliser les parties prenantes en interne (avec les directions, les juristes et les équipes informatiques de l'institution) et développer des partenariats externes (DINUM, prestataires...) ;
- Piloter l'atteinte des objectifs du projet, depuis la phase d'étude jusqu'à sa réalisation en s'assurant du respect des contraintes, des coûts et des délais ;
- Proposer des solutions, des mesures de simplification ou des innovations, élaborer des scénarios ;
- Réaliser des études d'opportunité en vue de fixer le cadre et les objectifs du projet.

➤ Missions managériales :

- Mettre en place les mesures de performance du projet et de son résultat ; -
- Constituer, coordonner et encadrer une équipe projet, le cas échéant.

► **Spécificités du poste :**

- Piloter des projets de grande ampleur et/ou innovants, en vue de promouvoir un service, un processus, un outil, ou de réformer des systèmes et organisations existants, dans toutes ses dimensions (stratégique, financière, juridique, organisationnelle et technique).

► **Profil souhaité :**

Le (la) titulaire de ces fonctions devra disposer d'une expérience reconnue en matière de conduite et gestion de conduite du changement. Il ou elle saura témoigner de solides capacités d'analyse et de synthèse, de connaissances juridiques généralistes solides, d'une grande familiarité avec le déploiement de systèmes d'information, d'une culture du numérique et des approches collaboratives, d'une bonne connaissance des procédures d'achat public et de l'environnement interministériel.

Ouvert(e) d'esprit, méthodique et disposant de bonnes capacités relationnelles, le ou la titulaire devra faire preuve de polyvalence et de réactivité. Doté d'un sens marqué de l'initiative, il ou elle devra rapidement trouver sa place dans un environnement institutionnel de haut niveau, exposé, avec un goût de rendre opérationnelles ses propositions.

► **Formation et expérience nécessaires :**

- Diplômé niveau Master II, juridique ou technique et/ou expérience professionnelle confirmée ;
- Connaissance du fonctionnement de l'administration, y compris décentralisée ;
- Aptitudes managériales confirmées à l'animation d'équipes transversales et au management en mode projet.

► **Conditions d'accès Emploi ouvert :**

- aux fonctionnaires de catégorie A+ ou A confirmé des trois fonctions publiques par voie de détachement sur un contrat de trois ans renouvelable (conditions statutaires du corps d'origine garanties) ;
- aux agents contractuels non titulaires de droit public et/ou de droit privé (CDD de deux ans renouvelable)

Rémunération fixée selon la grille du cadre de gestion du Défenseur des droits. Statut cadre. Poste accessible (à compétences égales) aux personnes en situation de handicap reconnues RQTH ; l'institution étudie avec la plus grande attention l'ensemble des candidatures sans discrimination ; intégration facilitée et aménagement de poste garanti. Accès PMR. Respect des précautions sanitaires contre la COVID-19.

► **Lieu de travail** : 3 place de Fontenoy – 75007 PARIS

► **Poste vacant.**

► **Date limite de dépôt des candidatures : 15 novembre 2021**

► **Personne à contacter pour tous renseignements** : Le directeur de l'administration générale, Stéphane Gobrecht – stephane.gobrecht@defenseurdesdroits.fr

► **Le dossier de candidature comporte les documents suivants :**

CV, lettre de motivation, dernier diplôme obtenu et 3 derniers comptes rendus d'entretien professionnel, le cas échéant.

Ces documents doivent être envoyés à l'adresse suivante :
recrutement@defenseurdesdroits.fr

Référence à mentionner dans le message : « **RECRUT /chef de projet transformation numérique** »